udis

Ulmer Akademie für Datenschutz und IT-Sicherheit Gemeinnützige Gesellschaft mbH



L'expérience allemande: retour sur 40 ans d'histoire.

Quels enseignements tirer pour le CIL en France?

Paris, le 8 avril 2011 ● - Palais du Luxembourg Prof. Dr. Gerhard Kongehl Richard Bertrand

Intervention 1:

L'expérience allemande: Retour sur 40 ans d'histoire

Prof. Dr. Gerhard Kongehl

Paris, le 8 avril 2011 ● Palais du Luxembourg <u>www.udis.de</u>

histoire

Comment tout a commencé avec l'informatique et libertés

La naissance du DSB le correspondant informatique et libertés allemand

Désignation du correspondant informatique et libertés (DSB)

La fiabilité nécessaire du correspondant informatique et libertés (DSB)

La qualification nécessaire du correspondant informatique et libertés (DSB)



situation

Le statut
du correspondant
informatique et libertés
(DSB)

Les missions du correspondant informatique et libertés (DSB)

L'impact du correspondant sur les responsables de traitements

Révocation du correspondant informatique et libertés (DSB)

L'impact du correspondant sur la conformité des organismes allemands en matière de protection des données

© Ulmer Akademie für Datenschaft gemeinnützige Gesellschaft

Ce qui est positif dans le modèle allemand et ce qui est négatif?

Ce que sera l'avenir de cette fonction du CIL en Europe notamment dans le cadre de la révision de la directive?

politique



Comment tout a commencé avec l'informatique et libertés



 1966 Lors d'un congrès de fabricants d'ordinateurs: Discussion autour des dangers des ordinateurs pour les droits de l'homme

 1967 Prise de position des fabricants d'ordinateurs: Par des moyens techniques on ne peut pas minimiser les dangers pour les droits de l'homme.

Le législateur devra résoudre le problème

 1969 Une première reponse du Land de Hessen en Allemagne



 1969 Une première reponse du Land de Hessen en Allemagne:

Le Hessisches Datenschutzgesetz

s'adresse uniquement au secteur public du Land de Hessen.

Avec la terminologie « Datenschutz »...







...dans la langue allemande et puis dans beaucoup d'autres langues:

Datenschutz

Salvaguardia de datos

Privacy protection Data protection

Riservatezza dei dati

Protection des données







...dans la langue allemande et puis dans beaucoup d'autres langues:

Datenschutz

Salvaguardia de datos

Privacy protection

Data protection

Riservatezza dei dati

Protection des données





Seulement

Informatique et libertés

est l'expression exacte!

Datenschutz

Salvaguardia de datos

Data protection

Riservatezza dei dati

sont donc les termes limitatifs!



La naissance du DSB le correspondant informatique et libertés allemand



nous nous souvenons:

 1969 Une première reponse du Land de Hessen en Allemagne:

Le Hessisches Datenschutzgesetz

s'adresse uniquement au secteur public du Land de Hessen.



1969 Willy Brandt devient chancelier

Sa devise: Risquer plus de democratie

• 1970 Planification: Une loi fédérale sur la protection des données

(Bundesdatenschutzgesetz (BDSG))

suivi de 7 ans (près de deux législatures!) débats très conflictuels

1977 Le Parlement adopte la loi



Les raisons pour les 7 années de conflit:

- Le lobby de l'économie allemande:
 - La loi nuirait à l'économie allemande
 - L'économie allemande était opposée à la mise en place d'un organe de contrôle etatique

(on se référa à la Constitution allemande)



Le compromis :

- Deux lois en une:
 - L'un pour le secteur public
 - l'autre pour le secteur privé
- Les entreprises doivent s' auto-contrôler



Le compromis :

1^{re} chapitre Dispositions générales

2^e chapitre Traitement des données des organismes publics 3^e chapitre Traitement des données des organismes privés

4^e chapitre Dispositions particulières

> 5^e chapitre Dispositions finales

> > Annexe au §9



Le compromis:

1^{re} chapitre Dispositions générales

2^e chapitre Traitement des données des organismes publics

> 4^e chapitre Dispositions particulières

> > 5^e chapitre Dispositions finales

> > > Annexe au §9



Le compromis:

1^{re} chapitre Dispositions générales

3^e chapitre Traitement des données des organismes privés

4^e chapitre Dispositions particulières

5^e chapitre
Dispositions finales

Annexe au §9



hapitre ns générales

La naissance du DSB allemand

3^e chapitre Traitement des données des organismes privés

napitre s particulières

hapitre ions finales

xe au §9

Règlement pour l'auto-contrôle

DSB allemand un correspondant informatique et libertés (CIL)



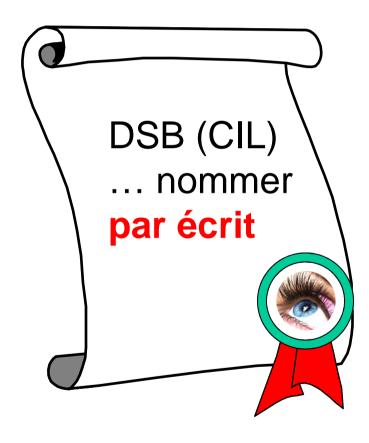
Désignation du correspondant informatique et libertés (DSB)



§4f Loi fédérale pour la protection des données Bundesdatenschutzgesetz (BDSG)

(1) Les organismes publics et non publics collectant, traitant ou utilisant les données personnelles de manière automatisée doivent nommer par écrit un correspondant informatique et libertés (DSB).







§4f Loi fédérale pour la protection des données Bundesdatenschutzgesetz (BDSG)

Les alinéas 1 ... ne sont pas applicables pour les organismes privés employant ... au plus neuf personnes pour collecter, traiter ou utiliser les données personnelles.

§4f Loi fédérale pour la protection des données Bundesdatenschutzgesetz (BDSG)

(2) Ne peut être nommé au poste de correspondant informatique et libertés (DSB) qu'une personne possédant la qualification et la fiabilité nécessaires à l'accomplissement de ses missions.



La qualification nécessaire du correspondant informatique et libertés (DSB)



Le jugement du tribunal de grande instance d'Ulm sur la qualification

des correspondants informatique et libertés (DSB)

("Jugement d'Ulm")

de 31 Octobre 1990

(5T 153/90-01 LG Ulm)





Le tribunal a déclaré:

Les correspondants informatique et libertés (DSB) exercent une profession (métier) ...

... parce qu'ils apportent une contribution à la performance de la société

La qualification des correspondants informatique est donc:





- doit porter sur la loi relative à l'informatique et libertés (BDSG) et toutes les autres lois de protection des données personelles pertinentes
- doit connaître l'organisme public ou privé pour lequel il est nommé
- être un expert en ordinateurs







- avoir des compétences pédagogiques
- developper de l'empathie pour les utilisateurs de traitement de données
- disposer des compétences organisationnelles
- savoir gérer des conflits relatifs à la position, la fonction et les missions







Formation des correspondants informatique et libertés (DSB) depuis 1987

Droits de l' homme, l'informatique et libertés	2 jours
Les lois sur l'informatique et libertés et toutes autres lois de protection des données pertinentes	5 jours
Securité des systèmes d'information	4 jours
Pratique de l'informatique et libertés	5 jours
total	16 jours en 3 bloques
examen écrit	3,5 heures
examen oral	10 min pp





10 Ve Chaification nécessaire

Exigences minimales à l'expertise des correspondants informatique et libertés (DSB)

présentées le 25 November 2010 par les autorités de contrôle allemandes ("Düsseldorfer Kreis")





Ce qu'un correspondant informatique et libertés (DSB) doit toujours savoir

Connaissances qui sont Mdépendantes

- de la taille de l'entreprise
- de l'infrastructure du traitement des données
- du type de l'activité
- du niveau de la sensibilité des données personnelles traités





Ce qu'un correspondant informatique et libertés (DSB) doit toujours savoir



- Connaissance de base pour les droits des personnes concernées
- Connaissance approfondie de la loi allemande (BDSG) et de son application (notament la mise en oevre des moyens techniques et organisationels, par ex. §9 BDSG)





Qu'est-ce qu'un correspondant informatique et libertés (DSB) doit aussi savoir ?

Connaissances qui sont dépendantes

- de la taille de l'entreprise
- de l'infrastructure du traitement des données
- du type de l'activité
- du niveau de la sensibilité des données personnelles traités





Qu'est-ce qu'un correspondant informatique et libertés (DSB) doit aussi savoir ?

 Connaissance approfondie d'autres dispositions légales applicables à des données personnelles qui sont traitées par l'entreprise pour laquelle on est le DSB (CIL).

ex. Code de commerce allemand

BDSG (LIL allemand)

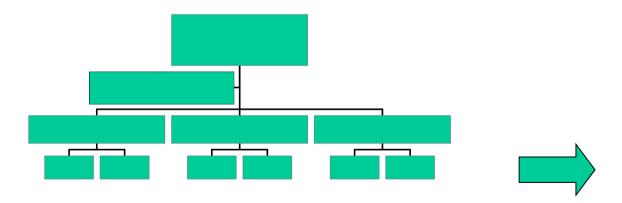
ex. § 203 Code pénal allemand





Qu'est-ce qu'un correspondant informatique et libertés (DSB) doit aussi savoir ?

 Connaissance de la structure technique et organisationnelle de l'entreprise pour laquelle on est le DSB (CIL).





Qu'est-ce qu'un correspondant informatique et libertés (DSB) doit aussi savoir ?

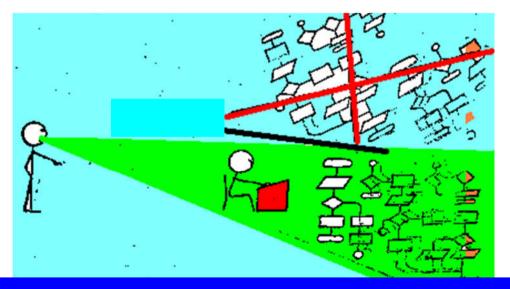
Connaissance

- des technologies de l'information,
- de la technologie des télécommunication
- de la sécurité des données



Qu'est-ce qu'un correspondant informatique et libertés (DSB) doit aussi savoir ?

 Connaissance dans la mise en oevre pratique de la protection des données







Ce qu'un correspondant informatique et libertés (DSB) doit aussi savoir

- Connaissance de base de la gestion des entreprises
 - ressources humaines
 - contrôle de gestion
 - finances
 - service commercial
 - management
 - marketing





La fiabilité nécessaire du correspondant informatique et libertés (DSB)



La fiabilité nécessaire

§4f Loi fédérale pour la protection des données Bundesdatenschutzgesetz (BDSG)

(2) Ne peut être nommé au poste de correspondant informatique et libertés (DSB) qu'une personne possédant la qualification et la fiabilité nécessaires à l'accomplissement de ses missions.



La fiabilité nécessaire

aucun conflit d'intérêts

IT-Manager (DSI) Responsable des ressources humaines

 disposer suffisamment de temps pour réaliser les tâches

Trop d'emplois en tant que un DSB

intégrité

confidentialité



La fiabilité nécessaire

§ 203 (2a) Code pénal allemand

Le correspondant informatique et libertés (DSB) d'un médecin, avocat, conseiller fiscal etc., qui divulgue des informations nominatives sans autorisation

encourt une amende ou une peine de prison jusqu'à un an



Le statut du correspondant informatique et libertés (DSB)



Le statut

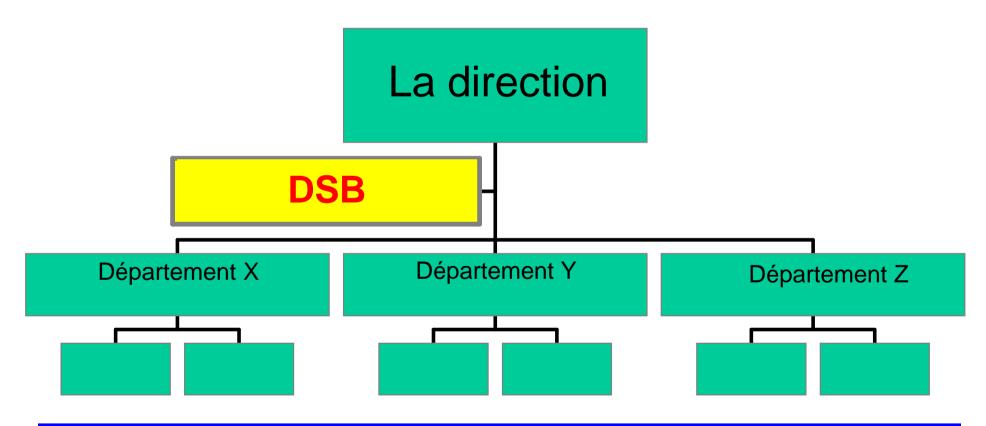
§4f Loi fédérale pour la protection des données Bundesdatenschutzgesetz (BDSG)

(3) Le correspondant informatique et libertés (DSB) doit être rattaché au responsable de l'organisme public ou non public.



Le statut du DSB

Intégration du DSB dans un organisme



© Ulmer Akademie für Datenschutz und IT-Sicherheit gemeinnützige Gesellschaft



Le statut

§4f Loi fédérale pour la protection des données Bundesdatenschutzgesetz (BDSG)

(3) ... l'exercice de ses missions en toute indépendance...



Le statut

§4f Loi fédérale pour la protection des données Bundesdatenschutzgesetz (BDSG)

(3) ... Il ne doit pas être désavantagé en raison de l'exécution de ses missions.



Les missions du correspondant informatique et libertés (DSB)



Les missions

§4f Loi fédérale pour la protection des données §4f Bundesdatenschutzgesetz (BDSG)

(1) Le correspondant informatique et libertés (DSB) concourt au respect des dispositions de la présente loi et d'autres dispositions relatives à la protection des données.



Les missions du DSB

Le correspondant informatique et libertés (DSB) n'a pas le droit de donner des instructions

Le correspondant informatique et libertés (DSB) peut seulement faire des recommandations



Les missions du DSB

Sensibilisation et formation dans l'organisme

Conseils

Développement des processus

Mise en œuvre des contrôles

Réalisation partie administrative

Penser á sa propre formation





Il ya essentiellement quatre types de DSB

- La personne empathique
- Le vantard
- Le profiteur
- La personne servile



La personne empathique

Elle comprend les besoins du responsables de traitement des données personelles.

Elle recherche avec les personnes une solution pour conforme à la loi.

Finalement la solution s'oriente vers les droits de l'homme et de la loi l'informatique et libertés.

Elle répond également à la demande du Jugement d'Ulm « avoir une emphase pour les utilisateurs de traitement de données »



Le vantard

Il aime son poste de DSB, qui lui donne dans l'organisme une certaine importance.

Il se prend **pour l'homme fort** (en vertu du droit allemand, il ne l'est pas).

Il aime bien contrôler.



Le vantard (2)

Il n'est pas pris très au sérieux dans l'organisme.

Lors de ses contrôles lui fait découvrir des questions superficielles pour eviter qu'il ne tombe par hasard sur des problemes de font.

Généralement, cette personne (DSB) est une personne protégée.



Le profiteur

Il ne connait que trais peu les impératifs liés à la loi (BDSG) et ne repond pas aux attentes des responsables de traitements

Ce poste ne lui confère quand avantage financière.

Il use généralement d'artifices par méconnaissance de la loi.



Le profiteur (2)

Une autre variante du profiteurs, il connaît très bien la loi.

Il offre ses compétances pour interpréter la loi (BDSG) dans l'intérêt de l'organisme, en contournant la loi,

en se faisant **rétribuer** d'une manière « royal »



La personne servile

Il s'agit généralement d'un travailleur indépendant.

Il fait tout pour qu'il obtienne une prolongation de son contrat avec l'organisme (pour laquel il agit comme DSB).

A cause de ses connaissances limitées il accepte les décisions et choix de la direction.

Il ne renoncera pas à travailler comme DSB, car il pense aux avantages de ces missions.



Révocation du correspondant informatique et libertés (DSB)



Révocation du DSB

§38Loi fédérale pour la protection des données Bundesdatenschutzgesetz (BDSG)

(5).... l'autorité de contrôle ...peut exiger la révocation du correspondant informatique et libertés s'il ne dispose pas de la qualification et de la fiabilité nécessaires pour l'exécution de ces missions.



Révocation du DSB

§4f Loi fédérale pour la protection des données §4f Bundesdatenschutzgesetz (BDSG)

(3) ... Si un correspondant informatique et libertés (DSB) est nommé, le licenciement est non autorisé.



Révocation du DSB

§4f Loi fédérale pour la protection des données §4f Bundesdatenschutzgesetz (BDSG)

(3) ... Après la révocation en tant que correspondant informatique et libertés (DSB), le licenciement est non autorisé durant un an.



L'impact du correspondant sur la conformité des organismes allemands en matière de protection des données



L'impact du correspondant sur la conformité des organismes allemands en matière de protection des données

- L'Informatique et libertés est principalement vue comme un coût, au mieux, considérée comme un facteur de marketing, non pas comme un pilier de la Constitution.
- Le lobby de l'industrie est toujours très présent dans la procédure législative en vue d'attenuer la législation proposée.
- L'informatique et libertés (BDSG) est prise en compté pour éviter les scandales et des pertes d'image.



Ce qui est positif dans le modèle allemand et ce qui est négatif?



Ce qui est positif dans le modèle allemand et ce qui est négatif?

positif	négatif
Référentiel de l'expertise des DSBs	Manque de personnel chez les autorités de contrôle, les DSBs sont rarement controlés pour leur expertise
Les experts de l'informatique et libertés sont sur place. Ils peuvent prendre note de nombreux problèmes immédiatement. Ils sont facilement disponibles. Mais cela ne s'applique pas toujours pour les travailleurs indépendants	La fragmentation des autorités de contrôle. En Allemagne il y a plus de 20 telles autorités



Ce qui est positif dans le modèle allemand et ce qui est négatif?

positif	négatif
	La législation allemande est entièrement non-transparente. L'application est difficile,
	particulièrement pour les entreprises mais aussi pour les experts de l'informatique et libertés.
	Il n'ya pas de règles pour définer générales, quand le DSB devrait être un employé ou un et quand il pouvait travailleur indépendant



Les difficultés auxquelles les correspondants allemands sont ou ont été confrontés et les solutions qu'ils ont trouvées



Les difficultés auxquelles les correspondants allemands sont ou ont été confrontés et les solutions qu'ils ont trouvées

Les difficultés	Les solutions
Echange des expériences est presque impossible au poste de travail (DSBs travaillent généralement seuls)	Organisation des cercles regionaux pour échange des expériences (ERFA-Kreise)
Refus de la formation par la direction de l'entreprise	Disposition particuliére dans le BDSG 2009
Refus d'appliquer les recommandations du DSB	Situation très difficile. Parfois les autorités de contrôle peuvent aider. Parfois le DSB coopérera avec le comité d'entreprise
À cause du manque de personnel trop peu de support par les autorités de contrôle	En Baden-Württemberg: Statistiquement, il ya un contrôle dans une entreprise tous les 36.000 années. L'espoir est le nouveau premier ministre du parti des Verts.

Les difficultés auxquelles les correspondants allemands sont ou ont été confrontés et les solutions qu'ils ont trouvées

Les difficultés	Les solutions
Les risques virtuels liès au traitement de données sont ignorés par le cerveau humain et ne sont donc pas traités de manière adéquate	Concept de formation UDIS: DSB comme «chien aveugle» de la société d'informations
L'informatique et libertés est souvent considéré comme un mal nécessaire. La conséquence: Un Alibi-DSB est nommé – ou aucun	Action UDIS: Économiser de l'argent grâce à la mise en oeuvre professionnelle de la protection des données
DSBs peu motivés sont souvent les bienvenus et personnes engagées sont souvant rejetées	Protection contre les licenciements (seulement pour employés) et une révocation seulement par l'autorité de contrôle

© Ulmer Akademie für Datenschutz und IT-Sicherheit gemeinnützige Gesellschaft



Ce que sera l'avenir de cette fonction du CIL en Europe notamment dans le cadre de la révision de la directive?



Ce que sera l'avenir de cette fonction du CIL / DSB en Europe notamment dans le cadre de la révision de la directive?

 Dans la directive de l'UE le CIL / DSB devrait être fermement ancré. Non seulement comme une alternative. À cause de la complexité croissante du traitement des données, des experts sur place (chien-aveugles du monde virtuel) sont plus en plus important.



Ce que sera l'avenir de cette fonction du CIL / DSB en Europe notamment dans le cadre de la révision de la directive?

 Pour cette tâche importante le CIL / DSB devrait être proteger contre les licenciements non seulement en Allemagne mais dans toute l'UE. Une révocation devrait être possible uniquement par une autorité de contrôle.



Ce que sera l'avenir de cette fonction du CIL / DSB en Europe notamment dans le cadre de la révision de la directive?

 Un référentiel unique relatif à la qualification du CIL / DSB favoriserait son employabilité à l'internationale.



